

**LA FIRST BANK VOUS DONNE**  
*Carte Blanche*

La Carte Blanche est la première carte de crédit au Cameroun et en Afrique Centrale.

Rendez-vous à l'agence Afriland First Bank la plus proche. Souscrivez votre carte de crédit et fini les files d'attente...

222 51 80 50 / 679 00 96 26 653 46 53 46  
qualite@afilandfirstbank.com www.afilandfirstbank.com




# Eco-tidien

Hebdomadaire d'informations économiques et financières - Récépissé N°0127/RDDJ/C19/BRP du 06 avril 2011



REC 2025

## Le Gecam se prononce sur les grands défis de développement du Cameroun

### MARCHÉ BOURSIER

#### Pourquoi les investisseurs désertent les titres de la BVMAC

Lors de la séance de cotation des 14, 17 et 21 février 2025, la Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale (BVMAC) a enregistré un fait marquant : aucune transaction n'a été réalisée tant sur le compartiment des obligations que sur celui des actions. Cette stagnation illustre un désintérêt croissant des investisseurs pour le marché financier sous-régional. **P.3**



### DIGITALISATION DES TITRES PUBLICS

#### La solution qui vient de la fintech Ejara

Ejara, une application d'investissement et d'épargne propose un modèle de souscription adossé au mobile money mais aussi à la crypto monnaie à partir de 1000 Fcfa minimum. **P.4**



### INDUSTRIE SIDERURGIQUE

#### Le Groupe Prometal va investir 150 milliards Fcfa sur 5 ans pour industrialiser le Gabon

Le gouvernement gabonais et le Groupe Prometal ont signé une convention d'investissement pour un projet industriel majeur. Avec un budget de 150 milliards FCFA sur cinq ans, cette initiative vise la transformation locale des matières premières et la création de 1 000 emplois





التجاري بنك  
Attijari bank

# Mission multisectorielle Cameroun Stand Up For African Women Entrepreneurs « Made in Africa & Zlecaf: une autoroute d'opportunités pour les entrepreneurs »

*Le Club Afrique Développement (CAD) du groupe Attijariwafa bank et la Société Commerciale de Banque Cameroun (SCB Cameroun) ont organisé, les 20 et 21 février, la 40e mission multisectorielle du CAD. Il s'agit de la 3ème édition dédiée au programme de soutien et de promotion des femmes entrepreneures*

**S**tand Up For African Women Entrepreneurs (SUFawe), qui s'est tenue autour du thème « Made in Africa & ZLECAF : une autoroute d'opportunités pour les entrepreneurs », et à laquelle ont participé plus de 250 chefs d'entreprises du Cameroun, du Congo, et du Gabon, sans compter la présence d'une délégation de haut rang du Secrétariat de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAF) conduite par Mme Cynthia GNASSINGBE-ESSONAM, Conseillère Principale pour l'engagement du secteur privé auprès du Secrétariat de la ZLECAF.

Cette édition s'est tenue sous le parrainage du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire du Cameroun, représenté par M. Paul TASONG, Ministre délégué, et avec la participation en tant que Grand Témoin, Mme Kate FOTSO, Fondatrice et CEO de TELCAR COCOA, Ambassadrice du SUFAWE 2019. La rencontre s'est articulée autour de plusieurs temps forts:

- Une Master Class de premier plan animée par Mme Cynthia GNASSINGBE-ESSONAM – Conseillère Principale pour l'engagement du secteur privé Secrétariat de la ZLECAF, Mme Nelly CHATUE DIOP – CEO EJARA et Mme Naomi MBAKAM – CEO LELOU BABY FOOD ;

- La remise du Trophée SUFAWE 2025. Ce trophée récompensant un parcours exemplaire et inspirant d'une femme entrepreneure, est décerné à Mme Naomi MBAKAM – CEO LELOU BABY FOOD ;

- Une session de rencontres BtoB avec plus de 200 mises en relation dans des secteurs prioritaires tels que l'Agro-industrie, les Energies et les Télécoms ;

- Une formation de haut niveau autour des opportunités de la ZLECAF, animée par les experts du Secrétariat de la ZLECAF.

En introduction, M. Alexandre BEZIAUD, Directeur Général de SCB Cameroun, a rappelé « la détermination du groupe Attijariwafa bank à renforcer son accompagnement dans le soutien et la promotion des femmes entrepreneures », et ce, à travers sa filiale SCB Cameroun.

Mme Mouna KADIRI, Directrice du Club Afrique Développement du groupe Attijariwafa bank a, de son côté souligné l'enjeu de la catalyse des opportunités intra-africaines pour les entrepreneurs, et l'engagement de l'initiative SUFAWE qui compte aujourd'hui plus de 800 entrepreneures bénéficiaires, du Cameroun, du Congo



et du Togo.

Par la suite Mme Cynthia GNASSINGBE-ESSONAM, Conseillère Principale pour l'engagement du secteur privé Secrétariat de la ZLECAF a indiqué : « Le Protocole relatif aux femmes et aux jeunes dans le domaine du commerce vise à éliminer de manière systématique les entraves commerciales qui limitent la participation des femmes et des jeunes au commerce transfrontalier, en mettant particulièrement l'accent sur les micros, petites et moyennes entreprises (MPME). Ce cadre facilite l'accès à des informations cruciales relatives aux marchés et au commerce intra-africain. Il favorise également leur intégration aux chaînes de valeur et le développement des opportunités de revenus significatifs.»

M. Paul TASONG, Ministre délégué auprès du Ministre de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, a qualifié la masterclass et les ateliers de formation autour de la ZLECAF « d'une étape significative vers une intégration économique interafricaine plus approfondie en Afrique Centrale, avec une attention particulière portée sur le renforcement des capacités et l'inclusion des Petites et Moyennes Entreprises ».

Au cours de cette cérémonie, Mme Naomi MBAKAM – CEO LeLou Baby Food a reçu le 4ème trophée SUFAWE récompensant son expérience inspirante et son engagement au service de la création de valeurs partagées. Elle rejoint ainsi les Ambassadrices

du programme SUFAWE : Mmes Kate FOTSO, PDG de TELCAR COCOA et Mairaine du SUFAWE Cameroun (SUFAWE2019), Nathalie BITHO, Présidente de la Chambre de Commerce et d'Industrie Togo (SUFAWE2023), et Nelly Chatue DIOP, CEO EJARA (SUFAWE24).

## À PROPOS DU CLUB AFRIQUE DEVELOPPEMENT

Le Club Afrique Développement (CAD) du groupe Attijariwafa bank est une plateforme fédérant les communautés d'affaires, dirigeants et représentants publics, en vue de catalyser les opportunités d'affaires et de dynamiser de manière pragmatique les investissements à l'échelle du Continent. Il a réuni plus de 23 000 participants provenant de 42 pays africains et de partenaires internationaux, avec plus de 6 200 membres actifs et prescripteurs.

Ce réseau hautement qualifié a également facilité la concrétisation de plus de 31 000 rencontres BtoB structurées et soutenues, couvrant des secteurs clés tels que l'agro-industrie, le BTP, la santé, l'énergie, les télécommunications, ainsi que les industries manufacturières, minières et extractives. De surcroît, cette plateforme a orchestré avec succès 39 missions multisectorielles en étroite collaboration avec les 15 filiales africaines du Groupe, et compte à son actif 7 éditions du Forum International Afrique Développement, une plateforme de référence des échanges et de catalyse des opportunités en Afrique.

## À PROPOS DE LA ZONE DE LIBRE-ECHANGE CONTINENTALE AFRICAINNE

Entrée en vigueur le 30 mai 2019, la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) est un accord commercial de grande ambition, couvrant un marché de plus de 1,3 milliard de personnes, avec un champ d'application complet qui inclut des domaines critiques de l'économie africaine, tels que le commerce numérique et la protection des investissements, entre autres. Le Secrétariat de la Zone de Libre-échange Continentale Africaine (ZLECAF) et le groupe Attijariwafa bank ont signé à Casablanca, lors du Forum International Afrique Développement (édition 2024), un protocole d'accord visant à accélérer les impacts de la ZLECAF afin de faciliter le commerce et l'investissement sur le Continent.

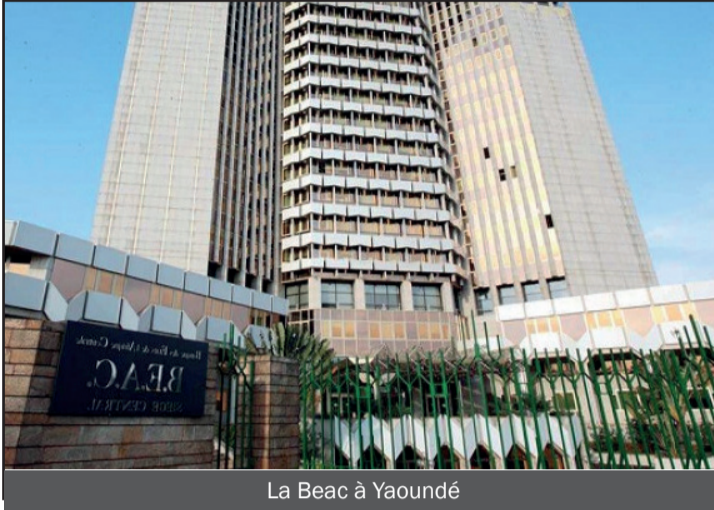
## À PROPOS DE SCB CAMEROUN

Filiale du groupe Attijariwafa bank, SCB Cameroun emploie près de 600 collaborateurs au service de plus de 210 000 clients. Elle est présente dans 28 villes des 10 régions du pays avec 54 agences (dont 2 centres d'affaires et 2 banques privées), 4 bureaux périodiques et 126 guichets automatiques.

BEAC

# Comprendre les tensions de trésorerie des pays de la Cemac

Au 30 septembre 2024, les six pays de la Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad et Rca) ont mobilisé une enveloppe totale de 6914,5 milliards de Fcfa (+14,7% en glissement annuel) sur le marché des titres publics de la Banque des États de l'Afrique centrale (Beac), l'institut d'émission des États sus-mentionnés.



La Beac à Yaoundé

Sur cette enveloppe, révèle la banque centrale dans la dernière édition de son « Bulletin économique et statistique », publié le 20 février 2025, plus de 4670 milliards de Fcfa ont été levés par émissions des bons du Trésor assimilables (Bta). « Sur le segment des Bta, les bons à 26 semaines sont restés les plus prisés, avec un montant total émis de 1 551,5 milliards, représentant 56,2% du total des émissions de Bta sur la période », souligne le document de la Beac.

Les Bta, qui sont des titres publics de court terme, dont la maturité n'excède pas 52 semaines, représentent ainsi deux

fois le montant de 2 240,8 milliards de Fcfa mobilisés par les mêmes États au cours de la période, grâce à des émissions des obligations du Trésor assimilables (Ota). Il s'agit cette fois-ci des titres publics de moyen et de long terme, dont les maturités oscillent généralement entre 2 ans et 10 ans. La prépondérance des émissions de Bta sur le marché des

titres publics de la Beac à fin septembre 2024 traduit des tensions de trésorerie auxquelles font face les pays de la Cemac.

En effet, selon les experts du marché, les Bta sont généralement émis par les trésors nationaux pour satisfaire les besoins ponctuels de trésorerie, afin de régler des obligations tout aussi ponctuelles telles que le paiement des salaires, le remboursement d'une dette arrivée à échéance, ou encore le paiement d'une prestation, etc.

Tandis que les Ota, quant à elles, sont émis pour mobiliser auprès des investisseurs des financements devant servir à la réalisation des projets d'investissement.

Parmi les pays ayant le plus jeté leur dévolu sur les Bta au cours de la période sous revue, l'on retrouve le Cameroun, qui est parmi les principaux animateurs du marché avec le Congo et le Gabon.

### PRÉDOMINANCE DES BTA

En effet, selon les données du ministère des Finances, sur l'ensemble de l'année 2024, le Cameroun a mobilisé sur le marché des titres publics de la Beac une enveloppe totale de 1153,9 milliards de Fcfa, en hausse de 20,4% sur un an. La catégorisation des titres émis révèle une prédominance des Bta, qui ont procuré au Trésor camerounais plus de trois fois le montant mobilisé par émissions des Ota.

« Nous avons été très actifs sur les divers compartiments. 65 lignes, dont 49 lignes de bons du Trésor émises pour un montant global de 868,9 milliards de Fcfa. Sur le compartiment obligations, nous avons émis 16 lignes pour des maturités allant de 2 à 10 ans, pour un montant de 285,03 milliards de Fcfa », détaille le ministre des Finances. Louis Paul Motazé s'exprimait ainsi le 13 février 2025 à Douala, au cours de la cérémonie de présentation aux investisseurs du programme de financement de l'État pour l'exercice budgétaire 2025.

Paul Nkala

## MARCHÉ BOURSIER

# Pourquoi les investisseurs désertent les titres de la BVMAC

Lors de la séance de cotation des 14, 17 et 21 février 2025, la Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale (BVMAC) a enregistré un fait marquant : aucune transaction n'a été réalisée tant sur le compartiment des obligations que sur celui des actions. Cette stagnation illustre un désintérêt croissant des investisseurs pour le marché financier sous-régional.



La BVMAC

La BVMAC, basée à Douala, organise des séances de cotation du lundi au vendredi pour les valeurs inscrites à sa cote. Pourtant, les dernières séances ont été marquées par une totale absence de transactions. Les prix des actions sont restés inchangés, et la capitalisation boursière demeure à 431,96 milliards Fcfa. Le flottant, quant à lui, stagne à 62,46 milliards Fcfa.

Ce manque d'activité est d'autant plus frappant que des propositions d'achat et de vente sont bel et bien présentes. Toutefois, l'écart entre les prix demandés par les vendeurs et ceux proposés par les acheteurs empêche toute transaction. En tête des titres en souffrance, on retrouve 6 727 actions SCG-Ré, 1 378 actions La Régionale et 552 actions Socapalm.

### UN COMPARTIMENT OBLIGATAIRE TOUT AUSSI INERTE

La paralysie ne touche pas seulement les actions. Sur le compartiment obligataire, aucune transaction n'a été enregistrée le 21 février 2025. L'encours des dettes cotées reste figé à 1 488,59 milliards Fcfa. Cette inertie, bien que plus courante sur le marché obligataire, témoigne d'un manque criant d'attrait pour les titres financiers régionaux. Plusieurs facteurs expliqueraient cette situation. D'abord, la faible liquidité du marché, qui réduit la possibilité de revendre rapidement des actifs, constitue un frein majeur pour les investisseurs. Ensuite, le manque de diversification des instruments financiers et l'absence d'émetteurs attractifs limitent l'attrait de la BVMAC. Enfin, la prudence des investisseurs face aux incertitudes économiques et réglementaires pèse sur la dynamique boursière.

Pour inverser cette tendance, plusieurs leviers peuvent être actionnés. Une meilleure incitation fiscale, une promotion accrue de la BVMAC et une diversification des produits financiers pourraient redonner confiance aux investisseurs. Sans une intervention rapide des autorités et des acteurs du marché, la BVMAC risque de s'enliser davantage dans un cycle de stagnation.

Placide Onguéné

## LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX

# Le Cameroun peaufine son plan d'action

C'était à la faveur de la 2ème session du partage d'expériences tenue le 19 février 2025 à Yaoundé, entre les acteurs de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.



3 Renforcer la veille des opérateurs à risque, en collaboration avec les établissements de crédit

Réunis le 19 février 2025 à Yaoundé dans les locaux de la Direction générale des Douanes (DGD), dans le cadre de la 2ème session de partage d'expériences de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement, les acteurs de lutte contre le blanchiment des capitaux, notamment le Ministère de la justice, la Beac, l'Anif, l'Onudc, la DGI, la Dgtcfm, de l'API et de l'Apme et la DGD ont adopté le plan d'action contre ce fléau qui ne cesse de prendre de l'ampleur.

Au terme des travaux de restitution présidés par le DG des Douanes, Fongod Edwin Nuvaga, six axes ont été identifiés. En clôturant les travaux, il a indiqué que la collaboration est un précieux adjuvant pour la mise en œuvre des recommandations pertinentes adoptées. Pour cela il faut maintenant passer des paroles aux actes.

A l'issue des échanges, les recommandations suivantes ont été formulées : Renforcer le partage

d'information et la communication, pour une synergie d'actions et un même niveau d'information des acteurs de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ; accroître le volume des déclarations de soupçons à l'Anif ; mener une réflexion sur l'incidence des actifs virtuels à l'instar de la cryptomonnaie ; partager au Minjustice les procédures dans lesquelles l'administration douanière est partie prenante au niveau des juridictions ; l'appropriation par les professions assujetties de leur statut d'Officier de Police Judiciaire à compétence spéciale et la mise en œuvre des poursuites pénales à l'issue des contrôles douaniers ; mettre en œuvre des mesures pour l'identification des flux financiers illicites et leur utilisation pour les opérations de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme, ainsi que leur recouvrement éventuel ; renforcer la veille des opérateurs à risque, en collaboration avec les établissements de crédit ; accentuer la formation des

acteurs de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ainsi que associer l'Anif, la Dgsn et le SED dans les missions conjointes en vue d'une éventuelle application des peines privatives de liberté.

En rappel, engagé dans un processus de renforcement de son dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, le Cameroun n'a pas encore réussi se mettre au niveau des normes requises. Pour sortir améliorer son statut le pays doit démontrer un renforcement effectif de son dispositif de LBC/FT.

Parmi les attentes clés du Gafi, figurent la capacité de mener des enquêtes et des poursuites sur le financement du terrorisme, de manière conforme aux risques identifiés dans le pays. Il est également attendu une amélioration de l'échange d'informations sécurisé entre les autorités compétentes et la cellule de renseignement financier.

Par ailleurs, le Gafi insiste sur la nécessité pour le Cameroun de diffuser des rapports de renseignement financier, destinés à appuyer les activités opérationnelles des autorités. Ces actions devraient être appuyées par une coopération interinstitutionnelle accrue et un alignement des politiques nationales sur les conclusions de l'évaluation nationale des risques (ENR).

Placide Onguéné

## INTERVIEW

## « Nos banques sont saturées. Chacun peut contribuer à l'effort de financement » Nelly CHATUE DIOP, fondatrice Ejara

Le gouvernement va réactiver ce mécanisme de financement d'urgence destiné à couvrir des besoins exceptionnels, notamment en matière de souveraineté et de sécurité. C'est ce que révèle le dernier Rapport sur la situation et les perspectives économiques, sociales et financières, publié par le ministère des Finances.



Nelly Chatue Diop

**La techwoman déroule le potentiel de la fintech dans un contexte de digitalisation du mode de souscription des titres publics et l'accompagnement que peut apporter l'Etat.**

**Vous avez pris part aux échanges organisés par la direction du Trésor du ministère des Finances à Douala à l'occasion de la présentation du plan de financement de l'Etat. Et vous avez souligné la contribution de la fintech à la mobilisation de l'épargne locale. Quel est l'enjeu ?**

Oui nous avons eu beaucoup de chance d'être invité à la session de réflexion autour de la mobilisation de l'épargne populaire organisée par le trésor du Cameroun. Il était question de réfléchir à une digitalisation des souscriptions et à la mobilisation de l'épargne des petits épargnants. Nous avons évoqué énormément le potentiel, l'importance de donner la confiance, de produire la transparence, la traçabilité pour les petits épargnants, mais aussi de s'appuyer finalement sur des plateformes déjà existantes, les mobiles money notamment, pour pouvoir fluidifier tout le processus de souscription, de

dépôts et de retrait de manière instantanée.

**Vous proposez des solutions adaptées à la réalité, de sorte à faire participer même la petite revendeuse communément appelée bayam selam. Pouvez-vous nous en dire plus ?**

Nous avons créé l'association camerounaise des Fintech depuis l'année dernière et nous souhaitons, et je suis là fondatrice de fintech Ejara qui démocratise justement l'accès à cet investissement des titres publics en fractionnant les titres publics en bouts de 1000F. Ce qui permet à tout un chacun, aux bayam selam, benskineurs aux mamans qui font le poisson braisé en route, des menuisiers qui tous les deux jours viennent sur la plateforme et épargnent 1000 FCFA pour pouvoir fructifier finalement aussi leurs épargnes, mais aussi contribuer au financement des Etats de la zone CEMAC. On a projeté une vidéo de 05 minutes où les clients nous parlent de leurs expériences et nous indiquent à quel point ça leur a inculqué la discipline

d'épargne premièrement, et deuxièmement leur facilite la vie. Parce que lorsqu'on est une bayam sellam et qu'on vend au marché on n'a pas le temps de se lever aller à la banque faire la queue et essayer de discuter avec son banquier qui ne connaît pas forcément les titres publics disponibles alors que devant son étal au travers son application mobile en interagissant avec les agents Ejara qui passe souvent dans les marchés elle peut le faire tout toute seule.

**Que peuvent faire les gouvernants pour encourager cette dynamique ?**

Il faudrait qu'on ait beaucoup plus d'accompagnement côté réglementation, je pense qu'il est temps que tous les aspects réglementaires, que ce soit la Beac, la Cobac et la Cosumaf s'asseyent pour comprendre l'importance que cela représente aujourd'hui, de mobiliser de l'épargne en dehors des ressources bancaires. Nos banques sont saturées par le titre public, elles ont besoin de respirer, elles ont besoin que les concitoyens contribuent finalement aussi à l'effort de financement de l'Etat. Par ce que je le dis souvent à nos clients, que quand vous contribuez lors d'une émission de titre public vous permettez à l'état de financer les routes sur lesquelles vous circulez, les hôpitaux dans lesquels vous soignez vos enfants, les écoles où vous envoyez vos enfants. Donc, c'est vraiment un enjeu majeur et le directeur de la CNPS a noté notamment cette composante de souveraineté économique. Est ce qu'on a envie que finalement nos émissions soient financées par des fonds internationaux qui viennent nous imposer leurs cultures et leurs façons de voir les choses et des projets sur lesquels on doit réorienter nos fonds ? Ou alors, on veut prendre en main notre destin et nous même cofinancer nos projets pour l'avenir de nos enfants ?

In News du Camer

## DIGITALISATION DES TITRES PUBLICS

### La solution qui vient de la fintech Ejara

Ejara, une application d'investissement et d'épargne propose un modèle de souscription adossé au mobile money mais aussi à la crypto monnaie à partir de 1000 Fcfa minimum.



Lever un obstacle financier majeur

Moins de 0,01% de la population camerounaise investit dans les titres publics. 80% de ces titres sont en effet détenus par les banques. Ce qui exclut une bonne franche de la population. Or, plus de 10 millions de comptes Mobile Money sont identifiés dans le pays avec un volume mensuel de transactions estimé à 2 000 milliards de Fcfa. Une épargne colossale que l'Etat compte désormais capter pour faire face notamment à une capacité limitée des banques locales à financer la dette publique en raison des contraintes prudentielles.

Présentant son plan de financement pour l'année 2025, le gouvernement s'est montré favorable à intégrer les solutions innovantes pour diversifier ses sources de financement et augmenter la part de l'épargne locale. Il est question de faire recours aux solutions de finance digitale pour mettre la main sur 1 000 milliards de Fcfa d'épargne informelle qui restent encore inexploitable faute de mécanismes adaptés. La Fintech camerounaise Ejara a déjà sa solution. Sa fondatrice Nelly Chatue Diop propose une application grand public pour l'achat des titres. Cette application sera dotée d'une technologie blockchain (système utilisé pour les crypto actifs) et va permettre l'interopérabilité avec les systèmes existants. Une liaison est par exemple prévue avec les opérateurs de mobile money. L'investissement sera possible à partir de la modique somme de 1000 francs CFA. Ce qui vient lever un obstacle financier majeur car, actuellement les investissements sont souvent compris entre 100 000 et 1 million de Fcfa. L'application va aussi briser les barrières administratives et favoriser l'éducation financière. Car, l'utilisateur pourra gérer ses placements tout seul sans aucune démarche administrative. Pourtant, avec les banques, les procédures d'acquisition sont jugées complexes et il faut déboursier des frais d'intermédiation prohibitifs, atteignant parfois 2,5% du montant investi.

La solution d'Ejara adressée aux petits épargnants est proposée comme plateforme de digitalisation du mode de souscription des titres publics. Nelly Chatue Diop est perçue comme l'une des défenseurs de la crypto monnaie en Afrique et de la démocratisation de l'investissement. L'ingénieure en informatique et télécommunications a obtenu plusieurs récompenses pour son combat en faveur de l'inclusion financière sur le continent.

## INDUSTRIE SIDERURGIQUE

# Le Groupe Prometal va investir 150 milliards Fcfa sur 5 ans pour industrialiser le Gabon

Le gouvernement gabonais et le Groupe Prometal ont signé une convention d'investissement pour un projet industriel majeur. Avec un budget de 150 milliards FCFA sur cinq ans, cette initiative vise la transformation locale des matières premières et la création de 1 000 emplois. Implanté dans la Zone d'investissement spéciale (ZIS) de Nkok, ce projet marque une avancée stratégique pour l'industrialisation et la diversification économique du pays.



Pour le développement du secteur industriel du Gabon

Le 18 février 2025 à Libreville, le ministre de l'Économie, Mark-Alexandre Doumba, accompagné de ses collègues des Mines et de l'Industrie, a signé une convention d'investissement avec le Groupe Prometal. Leader de la sidérurgie en zone CEMAC, l'entreprise s'engage dans un projet industriel d'envergure au Gabon. Avec un investissement initial de 30 milliards Fcfa, pour un total estimé à 150 milliards Fcfa sur cinq ans, ce projet vise la transformation locale des matières premières et la création de 1 000 emplois directs et indirects. Il s'implantera sur 10 à 14 hectares dans la Zone d'investissement spéciale (ZIS) de Nkok, bénéficiant d'une capacité énergétique de 70 MW.

Cet accord illustre la volonté du gouvernement de dynamiser l'industrie et de renforcer l'économie nationale. Il concrétise un Mémoire d'entente signé le 10 avril 2024 à Paris, lors du 1er Forum d'affaires Gabon-France.

Cette initiative représente un levier essentiel pour l'industrialisation du pays, en favorisant la transformation locale et la création de valeur ajoutée. Le partenariat public-privé mis en place contribue à la diversification économique du Gabon et au développement du secteur industriel.

Rappelons que Prometal est un géant de l'aciérie. Implanté au Cameroun depuis plus d'une dizaine d'années, ce groupe domine le marché sous-régional. Au Cameroun, Prometal est à sa cinquième usine de transformation de l'acier. En dehors des matériaux de construction, le dernier-né du groupe inauguré en 2024 s'appelle « Prometal 5 ». Il s'agit d'une unité de production de bouteilles de gaz et de structures métalliques. Dotée d'une capacité de production de 600 000 bouteilles et de 5 000 tonnes métriques de charpentes métalliques chaque année, pour un investissement de 12 milliards de FCFA, cette nouvelle usine permettra au Cameroun de mettre un terme aux importations de bouteilles de gaz, qui étaient jusqu'ici destinées à satisfaire une demande locale estimée à 400 000 bouteilles par an.

Cédric Boyomo

## INFRASTRUCTURES PORTUAIRES

# L'extension du port de Kribi livrée par le chinois Chec

En réceptionnant la deuxième phase de construction des infrastructures vendredi 21 février 2025, le Port autonome de Kribi renforce la compétitivité du pays, le démarrage effectif des activités sur la nouvelle plateforme portuaire a lieu le 24 mars prochain, avec l'accostage du premier navire commercial.



Retrocession des clés de la phase 2 du Port de Kribi

Le PAK s'est développé. Dans la première phase, nous n'avions que 615 mètres. Aujourd'hui (vendredi 21 février Ndlr), nous sommes passés à 715 mètres. Cela nous permettra de gérer plus de trafic dans notre port », s'est réjoui Patrice Melom, directeur général du Port Autonome de Kribi (PAK), alors qu'il recevait officiellement la deuxième phase de construction du port en eau profonde de Kribi. L'amélioration des infrastructures du port de Kribi aide à le rendre plus compétitif et à anticiper la saturation des installations portuaires. C'est en effet l'entreprise chinoise China Harbor Engineering Company (CHEC) qui s'est chargée des travaux de construction de la phase 2 du Port autonome de Kribi (PAK) qui a procédé à la remise de cette infrastructure.

Sa mise en service, prévue à la fin du mois de mars 2025, sera couplée à l'accostage du premier navire commercial, qui

marquera ainsi, le démarrage effectif des activités sur cette nouvelle plateforme portuaire. « Cette réception technique marque l'aboutissement des travaux d'extension et confirme que les nouvelles infrastructures sont prêtes à entrer en exploitation. Sous la vision du Chef de l'État, S.E. Paul Biya, et le leadership du Directeur Général du PAK, Patrice MELOM, cette infrastructure clé incarne l'ambition du Cameroun vers l'émergence », indique le Port de Kribi sur ses pages digitales. Chen Ze, directeur général de la division Afrique centrale de la CHEC, a exprimé sa fierté et son engagement pour l'avenir. Selon lui, la cérémonie de remise des clés ne représente pas une conclusion, mais plutôt le début d'une nouvelle dynamique pour le port. « L'achèvement de la deuxième phase est une étape importante pour répondre aux demandes croissantes du commerce et améliorer la capacité de manutention du port. La remise d'aujourd'hui n'est pas un point final, mais plutôt un nouveau départ », a-t-il affirmé. La phase 2 du développement du Port autonome de Kribi comprend l'extension de « 715 mètres du quai pour le trafic conteneurisé, l'allongement de 675 mètres de la digue de protection, l'aménagement de 30 hectares de zones d'entreposage et de

stockage, la construction de terminaux aluminium et à hydrocarbures sur la digue, l'acquisition d'équipements de manutention de dernière génération, ainsi que la construction de bâtiments supplémentaires et l'extension des voiries et réseaux divers », énumère le PAK. Il s'agit en outre de l'acquisition de 5 nouveaux portiques de quai et de 15 portiques de parc, de nouveaux postes d'accostage à conteneurs, le dragage de la passe d'entrée, l'extension des brise-lames, ainsi que de nouvelles aires de stockage. Cette phase, réalisée par l'entreprise CHEC sous la forme d'un contrat EPC (Engineering, Procurement, and Construction), a coûté environ 392 milliards de FCFA. Pour cela, le financement concessionnel a été accordé par Eximbank China à hauteur de 85 % du montant total des travaux, le gouvernement camerounais assurant les 15 % restants.

A l'horizon 2040, apprend-on, il est prévu le développement d'une infrastructure portuaire comprenant 20 terminaux sur 6,5 km de linéaire de quai capable de traiter 100 millions de tonnes de marchandises par an. Ce port, inauguré en 2018 avec une première phase opérationnelle, a depuis démontré son impact économique en renforçant les échanges commerciaux du Cameroun et de la sous-région.

Omer Kamga

## ACCES AU CREDIT

# La BAD et la Standard Bank s'unissent pour soutenir les PME et stimuler le commerce en Afrique

Le Groupe de la Banque africaine de développement et le Standard Bank Group (SBG) ont signé lundi un accord financier majeur visant à renforcer le financement des très petites, petites et moyennes entreprises (TPE-PME) et à développer le commerce en Afrique.



Stimuler le commerce en Afrique

L'accord comprend un investissement de 3,6 milliards de rands dans une obligation sociale et un accord de participation aux risques (APR) de 200 millions de dollars pour la Standard Bank of South Africa Limited (SBSA). Cette initiative renforce la capacité de prêt de la Standard Bank, garantissant un meilleur accès au financement pour les PME, un moteur essentiel de la croissance économique et de la création d'emplois en Afrique du Sud.

L'investissement sous forme d'obligations sociales favorise le développement économique inclusif, en particulier pour les PME dont le chiffre d'affaires est inférieur à 300 millions de rands et les prêts inférieurs à 40 millions de rands. Ce financement permettra de soutenir jusqu'à 4000 entreprises, en les aidant à développer leurs activités, à créer des emplois et à contribuer

à la résilience économique. Kenny Fihla, directeur général adjoint de Standard Bank Group et directeur général de SBSA, a salué cet investissement en déclarant : « Ce partenariat majeur renforce notre capacité à soutenir les PME, qui constituent l'épine dorsale de l'économie sud-africaine. Avec environ 3,2 millions de PME représentant 60 % des emplois, il est essentiel de garantir l'accès au financement. Cette initiative se situe dans le droit fil de notre Cadre de finance durable et de notre engagement en faveur de l'inclusion financière. »

Outre l'obligation sociale, l'accord de prêt de 200 millions de dollars renforce le financement du commerce en Afrique, en se concentrant sur les pays à faible revenu et les États en transition. Cet accord permet aux banques locales d'accroître leurs prêts en partageant les risques, de combler le déficit de financement du commerce et de promouvoir le commerce intra-africain. Leila Mokaddem, directrice générale pour l'Afrique australe à la Banque africaine de développement, a souligné un impact plus large : « Cette collaboration

marque une étape importante dans notre partenariat de longue date et témoigne de notre engagement commun à soutenir la croissance des PME et à améliorer le financement du commerce en Afrique. L'élargissement de l'inclusion financière et des opportunités commerciales permet aux entreprises de stimuler la transformation économique et l'intégration régionale. Le Standard Bank Group est un partenaire stratégique dans notre vision commune du développement économique du continent. »

Cette initiative s'inscrit dans la stratégie décennale (2024-2033) de la Banque africaine de développement, qui donne la priorité à l'industrialisation, à l'intégration régionale et à l'amélioration de la qualité de vie des populations en Afrique. Elle soutient également le Cadre de finance durable de la Standard Bank, renforçant ainsi l'engagement des deux institutions à favoriser une croissance verte et inclusive.

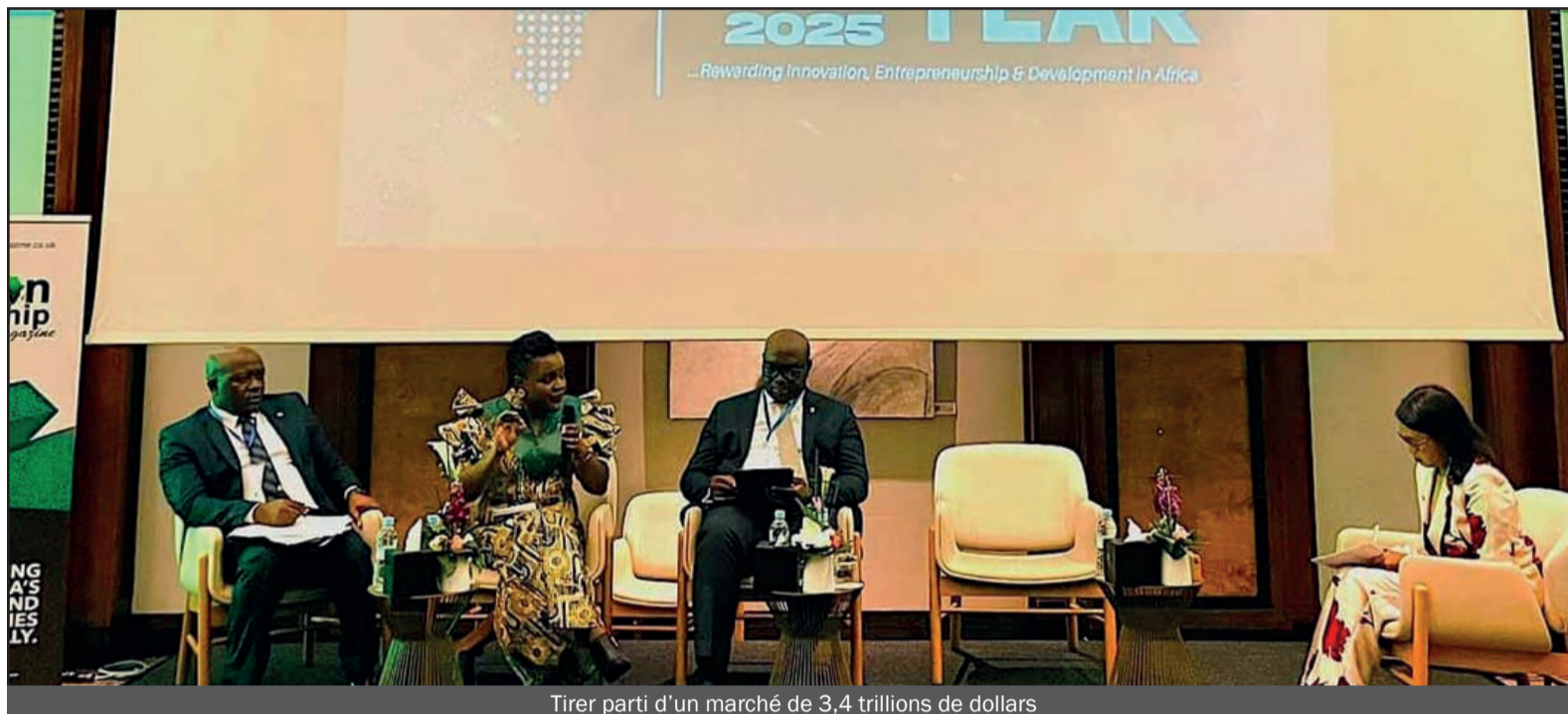
« Nous sommes fiers de cette transaction, qui démontre notre engagement commun en faveur de la finance durable. En soutenant les entreprises, nous créons des opportunités économiques à long terme et une résilience financière », a déclaré Ahmed Attout, directeur du Département du développement du secteur financier à la Banque africaine de développement.

Antoine Mboussi

## INVESTISSEMENT

# La BAD réaffirme son engagement pour une Afrique intégrée et plus forte

« La transformation économique de l'Afrique dépend de notre capacité à nous intégrer. La Zone de libre-échange continentale africaine est une opportunité en or pour créer un marché unifié qui libère le potentiel des entreprises, dynamise l'industrialisation et crée des emplois. » En lançant cet appel lors d'une table ronde ministérielle africaine sur l'intégration régionale, le 21 février à Casablanca, Joy Kategekwa, directrice de l'intégration régionale à la Banque africaine de développement a réaffirmé le plein engagement de l'institution sur ce dossier crucial pour l'avenir du continent.



Tirer parti d'un marché de 3,4 trillions de dollars

Placé sous l'égide de l'African Leadership Organization, l'événement a réuni des ministres africains, des acteurs du secteur privé et des partenaires financiers, avec deux objectifs clairs : tirer parti des opportunités offertes par la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) et identifier des leviers concrets pour aligner les politiques économiques et industrielles, développer les infrastructures transfrontalières et stimuler les échanges commerciaux sur le continent.

« L'intégration ne consiste pas seulement à déplacer des marchandises ; il s'agit de donner libre circulation aux personnes, idées et opportunités. La Banque africaine de développement

favorisera cette dynamique grâce à des appuis et investissements stratégiques », a assuré Mme Kategekwa.

## TIRER PARTI D'UN MARCHÉ DE 3,4 TRILLIONS DE DOLLARS

La représentante de la Banque à la table ronde a souligné l'immense potentiel de la ZLECAf, qui recèle de formidables opportunités pour accélérer l'émergence de l'Afrique. « Avec un marché regroupant 1,5 milliard de consommateurs et un PIB cumulé de 3 400 milliards de dollars, ce marché unifié pourrait stimuler le commerce intra-africain de 52 % d'ici à 2035, en facilitant les échanges et en réduisant les barrières tarifaires et réglementaires ».

Mme Kategekwa a rappelé que la Banque africaine de développement a investi des dizaines de milliards de dollars dans des infrastructures stratégiques : corridors de transport, ports, aéroports, chemins de fer et dans des instruments de facilitation du commerce extérieur tels que les lignes de crédit pour le développement du commerce. Ces investissements doivent s'intensifier pour combler le déficit de financement des infrastructures sur le continent estimé à plus de 130 milliards de dollars par an.

Elle a également identifié deux leviers clés pour renforcer l'intégration régionale : l'harmonisation des normes commerciales pour faciliter les échanges et l'investissement

dans les infrastructures numériques afin d'élargir l'accès des PME aux opportunités du continent.

Co-industrialiser pour bâtir une Afrique souveraine et compétitive Au-delà du commerce, Mme Kategekwa a également plaidé pour une stratégie ambitieuse de co-industrialisation, clé de la souveraineté du continent. « C'est en renforçant nos synergies industrielles que l'Afrique pourra émerger. Grâce aux financements et appuis techniques de la Banque, nous œuvrons à positionner l'avantage comparatif de chacun de nos pays dans les chaînes de valeur du continent », a-t-elle affirmé.

Elle a tenu à mettre en avant plusieurs projets structurants portés par la Banque africaine de développement, visant à renforcer la connectivité régionale, notamment dans les infrastructures de transport, l'énergie et l'agriculture. Un accent particulier a été mis sur les mécanismes de financement innovants destinés à favoriser les investissements intra-africains et à dynamiser les opérations de commerce extérieur.

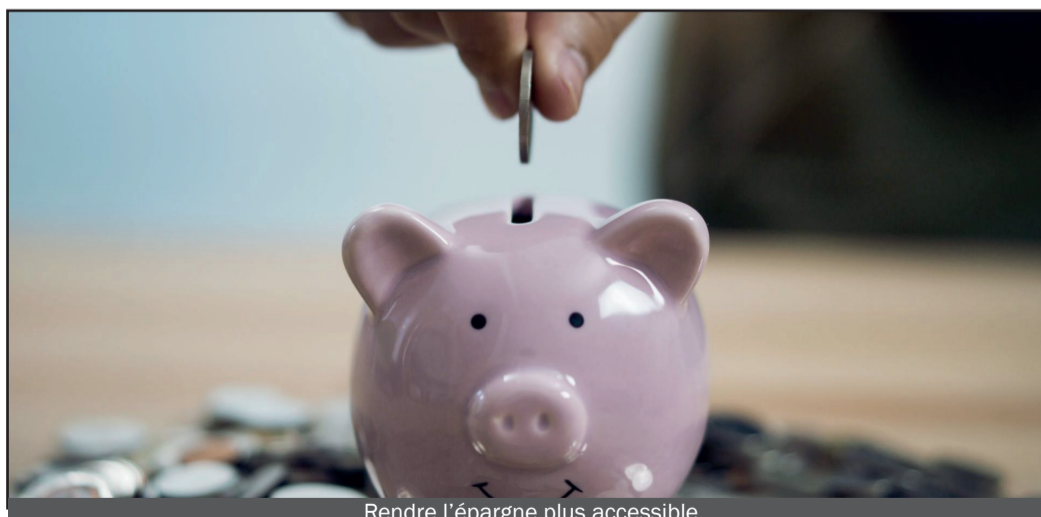
À l'issue de cette table-ronde, les participants ont réaffirmé leur détermination à accélérer la mise en œuvre effective de la ZLECAf, appelant à des actions concertées et tangibles pour bâtir une Afrique plus intégrée, plus productive et plus innovante.

Placide Onguéné

## INVESTISSEMENT INNOVANT

## Pourquoi miser sur les financements structurés ?

En collaboration avec le ministère camerounais des finances, le cabinet G&M finance a organisé du 26 au 28 février dernier Douala, un séminaire sur la méthode innovante de financements des économies.



Rendre l'épargne plus accessible

Face au manque de ressources financières internes, à l'accès limité aux marchés financiers traditionnels, et un grand besoin de financement à long terme, les pays de la CEMAC, en particulier le Cameroun ont besoin des financements qui offrent une plus grande flexibilité. En clair, le séminaire de

formation de trois jours sous le thème de : « la maîtrise des financements structurés pour le développement des infrastructures dans les pays de la Cemac : cas du Cameroun », se veut une plateforme d'échanges et de discussion sur les techniques financières innovantes.

« Pour avoir la liquidité, il faut sortir des sentiers battus. Parce que le système sous-régional est un peu étroit pour pouvoir financer tous les besoins de la sous-région. Donc il faut faire des financements structurés. Il s'agit d'un financement complexe d'un certain nombre de besoins qui ne sont pas des financements classiques. Ce sont des financements à la carte », précise Hubert Otélé Essomba, expert financier, directeur associé du Cabinet G&M Finance

### DES RESSOURCES NON BANCAIRES

C'est le cas de la titrisation. Pour ce qui le concerne, il apparaît comme un grand moyen de financement à long terme pour financer des projets à grande échelle. « Ce que la titrisation apporte de différent et de nouveau, c'est qu'elle permet de se servir des portefeuilles de crédit, pour les banques, ou les créances clients, pour les entreprises, que l'on vend à une structure spéciale ad hoc qui lève l'argent dans le marché », définit Catherine GERST, experte en stratégie financière.

Des risques se présentent cependant pour les investisseurs, comme le prévient l'ancienne directrice de l'agence de notation Moody's France pendant plusieurs années. « C'est pourquoi il faut procéder par une analyse particulièrement fine du risque des créances que l'on cède et de l'environnement juridique dans lequel ça se passe ». Les exposés seront également axés sur la transformation et l'efficacité des organisations financières, les financements des projets à long terme dans divers secteurs, produits dérivés, etc.

Les financements structurés attirent donc le Cameroun. La locomotive économique de la zone Cémac, dans le budget en cours, il est prévu de lever la dette pour FCFA 1795 milliards : 70,8% de la dette extérieure proviendra des Prêts Projets, et 29,2% des appuis budgétaires. Ce qui va permettre à l'État du Cameroun d'atteindre ses objectifs fixés dans la SND 30 et le développement à l'horizon 2035.

Omer Kamga

## CONFORMITÉ DU CACAO LOCAL

# Le Cameroun prêt à répondre aux exigences de l'Union Européenne

Une soixantaine de participants représentant les différents groupes d'acteurs de la filière cacao (secteur public et privé ; organisations de producteurs et de la société civile ; et partenaires techniques et financiers) se sont réunis pour un atelier sur le cadre légal de la production et du commerce du cacao au Cameroun. L'atelier a pour objectif de contribuer à la préparation de la filière cacao camerounaise aux exigences du règlement sur la déforestation de l'Union Européenne.



Comprendre et appliquer la législation en matière de conformité du cacao camerounais

Plus connu sous le sigle anglais Rdue (Regulation on Deforestation and Forest Degradation), le Règlement contre la déforestation et la dégradation des forêts est le nouveau règlement européen qui vise à interdire la mise sur le marché ou l'exportation depuis le marché de l'UE des produits ayant contribué à la déforestation ou à la dégradation des forêts après le 31 décembre 2020.

Ce texte est entré en vigueur le 29 juin 2023 et s'appliquera à l'ensemble des États membres le 30 décembre 2025. C'est seulement quelques mois. Au Cameroun, les pouvoirs publics, partenaires financiers et techniques préparent les entreprises de la filière cacao dans leur analyse de la conformité du Cacao camerounais à la législation nationale comme l'exige la Rdue.

C'est dans cette optique qu'un atelier a été organisé le mercredi 26 février 2025 à Yaoundé. Présidée par Dr Narcisse Olinga, représentant du ministère du Commerce, en présence de Stephen Peedell, Chef d'équipe DUE, la rencontre avait pour objectif principal la présentation des recommandations

de diligence raisonnée pour le critère du Rdue relatif à la légalité du cacao produit au Cameroun.

Précisément, il s'est agi d'informer les parties prenantes du secteur cacao et des secteurs relatifs, aux champs d'application du critère de légalité du Rdue (droits d'utilisation des terres ; protection de l'environnement ; droits des tiers ; droit du travail ; droits de l'homme ; consentement libre, préalable et éclairé (Clip) ; fiscalité, lutte contre la corruption, commerce et douanes) des résultats d'une étude menée par l'Institut Européen de la Forêt (Efi) avec l'appui du Cabinet Tami et de Preferred by Nature, sur le financement de l'Union Européenne dans le cadre du Programme Cacao durable, pour aider les opérateurs souhaitant commercialiser du cacao camerounais et ses produits dérivés sur le marché européen à répondre aux exigences du Rdue en matière de légalité.

Cette étude a identifié les exigences légales camerounaises pertinentes pour la production et la commercialisation de cacao dans le cadre du Rdue et les potentiels moyens de vérification desdites exigences. L'experte Claudia

Antonelli, explique : « La diligence raisonnée est un processus continu et dynamique qui vise à identifier, à évaluer et atténuer les risques liés aux activités d'approvisionnement. Elle n'est pas un outil figé ou une checklist mais un mécanisme dynamique, contextuel et qui doit être réalisé par l'opérateur pour chaque envoi de cacao dans le marché de l'Union européenne en vertu du Rdue ».

### APPUI AUX ACTEURS

Cependant : « les recommandations de diligence raisonnée émanant de l'étude ne sont pas juridiquement contraignantes, n'engagent aucun acteur concerné et ne constituent pas un conseil juridique. Mais elles peuvent fournir un appui aux acteurs de la filière dans le cadre de la mise en conformité au Rdue », rassure Ghislain Fomou, Expert technique et forêt à l'Efi. En effet, ces recommandations peuvent être utilisées à plusieurs niveaux.

D'abord par les opérateurs et commerçants pour mettre en place et structurer leur système de diligence raisonnée en s'assurant que le cacao qu'ils commercialisent respectent les

exigences du Rdue en matière de légalité, identifier les documents et informations à collecter et évaluer les risques.

Pour les acteurs de la chaîne d'approvisionnement, elles permettent de mieux comprendre les attentes des acheteurs européens soumis au Rdue, organiser les informations à fournir et anticiper les risques de non-conformité en adaptant leurs pratiques agricoles et commerciales.

Elles constituent pour les entités publiques camerounaises, un outil permettant de renforcer les contrôles de conformité des producteurs et exportateurs avec la législation nationale, afin de garantir que le cacao commercialisé respecte bien les lois camerounaises en vigueur ainsi que d'accompagner les petits producteurs dans la mise en conformité et d'améliorer l'accès aux informations et aux documents administratifs.

Enfin, la société civile peut s'en servir pour surveiller l'application des exigences légales, analyser les risques de non-conformité et sensibiliser l'ensemble des parties prenantes aux enjeux liés à la légalité du cacao camerounais. « L'application de cette loi va entraîner un coût important au niveau de notre secteur d'activité. Parce qu'on doit se conformer. Au regard des exigences du Rdue, nous devons mener plusieurs actions pour être sûr que notre cacao pourra être exporté sur le marché de l'Union Européenne », confie Lynda Awoukeng, opérateur du secteur privé.

Toutefois, « Cet atelier nous permet de définir une très bonne stratégie pour être prêt pour 2025. L'autre chose d'intéressant est que c'est une synergie entre tous les secteurs : privé, public et civile. Les décisions qui sont prises le sont ensemble », affirme-t-elle.

Elise Nguélé

**Eco-tidien**  
Journal d'information économique et financière

Siège Social et Rédaction, Akwa - Douala  
Récépissé de déclaration  
N°000127/RDDJ/C19/BRP du 06 Avril 2011  
B.P. : 13096 Douala  
Tél. : 677 239 567 / 696 820 394  
Mail : journal.ecotidien@gmail.com  
Web : www.ecotidien.com

**DIRECTEUR DE PUBLICATION  
ET REDACTEUR EN CHEF**  
Bertrand ABEGOUMEGNE

**CONSEIL EDITORIAL**  
Cyrille ONANA, Ludovic FANSI  
Alain MINOUE

**REDACTION CENTRALE**  
Elise NGUELE, Cédric BOYOMO,  
Christian ADONG, Hassan MAMA  
Vanessa EBOULIE, Paul NKALA  
André Noir, Placide ONGUENE

**MISE EN PAGE**  
Jules HERVÉ INF.

**IMPRIMERIE**  
JV Graph

**DISTRIBUTION**  
Messapresse

**TIRAGE**  
1000 exemplaires

Une Publication de l'Agence Rhéma Services



## MISE EN ŒUVRE DE LA SND30

# Quel capital humain pour la transformation structurelle de l'économie camerounaise ?

La question est la problématique centrale du Rapport National sur le Développement Humain 2022 (RNDH 2022), dont la cérémonie de présentation a eu lieu le 5 février 2025 à Yaoundé, sous la présidence du Ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (Minepat), Alamine Ousmane Mey. C'était en présence du Ministre des Finances, Louis Paul Motaze, du Ministre Délégué auprès du Minepat, chargé de la Planification, Paul Tasong, de la Représentante par intérim du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Cameroun, et du Représentant résident du Programme des Nations Unies pour le Développement.



Le capital humain du Cameroun affiche un indice peu satisfaisant

Le capital humain du Cameroun affiche un indice peu satisfaisant. Les résultats du Rapport National sur le Développement Humain 2022 (RNDH 2022) présentent une faible progression de l'indice de capital humain, passant de 0,379 en 2010 à 0,397 en 2020. Le niveau en 2020 est supérieur à la moyenne des pays à revenu faible mais en dessous des pays à revenu intermédiaire tranche inférieure, alors que l'objectif est de 0,56 à l'horizon 2030 pour le Cameroun. Il relève également d'importantes disparités régionales entre 0,296 et 0,507. Ces résultats sont le fruit de recherches

culturel.

La cérémonie de mise à disposition publique du RNDH 2022, couplée au lancement du Rapport sur le Développement Humain au Sahel 2023 et du Rapport global sur le Développement Humain 2023-2024, était l'occasion de présenter au public les enjeux et les objectifs de ces recherches, dans l'optique de formuler des solutions et des recommandations pour un capital humain souhaité pour la transformation structurelle de l'économie camerounaise.

rigoureuses et d'analyses approfondies, menées par une équipe pluridisciplinaire, mettant en lumière la situation du capital humain au Cameroun suivant ses différentes composantes : éducation et formation professionnelle, santé et nutrition, capital social et

En effet, le Rapport National sur le Développement Humain au Cameroun 2022 met en perspective le rôle du capital humain dans la transformation structurelle de l'économie camerounaise. Il souligne à grands traits l'importance du capital humain dans la transformation structurelle de l'économie camerounaise et met en évidence la nécessité d'investir davantage dans le capital humain et d'améliorer l'accès aux soins de santé et à l'éducation.

Ainsi donc, le RNDH 2022 propose comme solution la promotion des sciences, technologie, ingénierie et mathématiques (STEM) dans le système éducatif, à travers le renforcement des fondamentaux en sciences et technologies, la promotion des vocations scientifiques, la valorisation de l'enseignement technique, la formation professionnelle, et le développement de la formation continue.

En matière de santé et de nutrition, le rapport propose d'améliorer l'offre de santé, de renforcer la couverture santé universelle, et de promouvoir la sécurité nutritionnelle.

Il préconise également la mise en place

d'un dispositif de veille stratégique dans l'éducation et la formation professionnelle, une politique migratoire incitative, et la promotion des valeurs républicaines pour une gouvernance stratégique et inclusive. Pour le Ministre de l'Économie, Alamine Ousmane Mey, ce rapport national sur le développement humain invite le gouvernement à conjuguer davantage les efforts, en offrant des repères essentiels pour affiner les actions dans l'optique d'atteindre les objectifs fixés par la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30) qui vise le développement du capital humain, facteur essentiel pour un développement durable, inclusif et la transformation structurelle de l'économie camerounaise. À cet égard, Alamine Ousmane Mey a tenu à rassurer les partenaires nationaux et internationaux sur la pleine collaboration et la détermination du gouvernement à œuvrer pour le développement d'un capital humain adapté pour une croissance durable et inclusive.

Omer Kamga

## REC 2025

# Le Gecam se prononce sur les grands défis de développement du Cameroun

L'événement organisé du 26 au 27 février 2025 par le Groupement des Entreprises du Cameroun (GECAM) à Yaoundé sous le thème « Relancer l'économie camerounaise dans le contexte de mutation profonde de l'économie mondiale : Quelles sont les clés ? » vise à nourrir un dialogue entre le secteur privé et les pouvoirs publics, gage d'une construction du socle de la compétitivité de l'économie Camerounaise.



Les rencontres économiques du Cameroun

Un des grands défis auxquels le Cameroun fait face aujourd'hui est d'aller largement au-dessus de sa position de locomotive de la sous-région en impulsant une véritable accélération du développement de toute la sous-région. Et Selon le Gecam, il est question, dans le cadre de cette plateforme d'échanges et de partage entre plus de 500 participants, notamment les leaders économiques, des représentants du gouvernement et des experts internationaux, d'identifier les solutions concrètes de redynamisation et de croissance de l'économie camerounaise dans un contexte mondial complexe. Pour cette première édition, Tony Elumelu, président du groupe bancaire UBA, a été

choisi comme invité spécial.

« La présence à ces premières Rencontres Économiques du Cameroun, de ce chantre de l'entreprise, de ce panafricain, de ce modèle, est le témoignage de son soutien à notre initiative, et sans doute un signe annonciateur d'un véritable partenariat économique à construire entre le Cameroun et le Nigéria » a indiqué Célestin Tawamba, Président du Gecam. « Le monde traverse aujourd'hui une période de mutations profondes ; induites aussi bien par les répercussions des crises sanitaires et géopolitiques, que par les bouleversements technologiques, les défis environnementaux et les mutations du commerce international. Dans ce contexte imprévisible et complexe, il est

plus que jamais impératif de repenser nos modèles économiques, d'identifier de nouvelles sources de croissance et de renforcer notre résilience face aux aléas extérieurs » a poursuivi Célestin Tawamba.

Sur les questions de contraintes au développement de l'économie évoquées lors ces rencontres de hauts niveaux des acteurs économiques, l'expert économiste Babissakana en a relevé 3 contraintes majeures. Selon lui, la toute première contraintes structurelles qui a un impact important sur le système économique national est la faiblesse de la concurrence. Pour lui, il y a beaucoup de pratique de contrebande et de contrefaçon qui plombe les activités des entreprises normales. Ensuite, il y a l'accès au financement des investissements, c'est-à-dire des financements à moyen et long terme. A ce niveau il faut relever que « les banque ne finance pas le crédit à long terme sinon de façon marginale » a indiqué Babissakana. Enfin on a l'accès au foncier, dit l'expert. Car, si le Cameroun doit devenir un pays industrialisé, « le gouvernement devrait aménager environ 200 à 250 sites industriels près à l'exploitation » conclut l'expert Babissakana.

Pour sa part Tony Elumelu, Chairman du

groupe bancaire UBA indique que « la paix, la stabilité et l'État de droit sont les principaux vecteurs du développement économique » de tout pays dans le monde. Ensuite, pour réussir son développement économique, le Cameroun devrait, selon le milliardaire nigérian, travailler à développer son tissu infrastructurel. Car, soutient l'invité spécial des premières Rencontres économiques du Cameroun, « aucune économie ne peut se développer sans infrastructures ». Enfin, Tony Elumelu conseille aux autorités publiques camerounaises de mettre en place des politiques efficaces pour l'autonomisation des jeunes. Car, selon lui, la fuite des cerveaux est devenue un problème majeur pour de nombreux pays africains, dont le Cameroun.

Notons que l'objectif des rencontres économiques du Cameroun est de favoriser la collaboration entre les secteur public et privé, en présentant des solutions concrètes pour la croissance économique, tout en abordant les contraintes structurelles dans des secteurs clés tels que l'agriculture, l'énergie, les infrastructures et le financement des PME. L'évènement vise à façonner des politiques qui créeront une économie durable et résiliente pour le Cameroun.

André Noir



## PRODUCTION LOCALE

### En quête de solutions pour la prospérité économique

Face aux défis économiques persistants, les Rencontres économiques du Cameroun tenues à Yaoundé du 26 au 27 février 2025, analysent les contraintes actuelles et proposent des stratégies pour impacter positivement l'économie.



Réfléchir sur les contraintes économiques du pays et à identifier des solutions concrètes

Avec une croissance projetée à 4 % en 2025, une inflation de 5 % en 2024 et un déficit commercial atteignant 2 000 milliards de Fcfa, l'économie camerounaise fait face à des défis majeurs. Dans ce contexte, le Groupement des entreprises du Cameroun (Gecam) a organisé les Rencontres économiques du Cameroun.

Cet événement vise à réfléchir sur les contraintes économiques du pays et à identifier des solutions concrètes pour relancer la croissance et améliorer l'employabilité des jeunes. Pour Joseph Kono Manga, expert-comptable, ces rencontres sont capitales pour trois raisons essentielles, « la visibilité du Cameroun, le contact avec le secteur privé étranger et une valeur ajoutée. »

Selon lui, la clé de la croissance réside dans la production de valeur ajoutée par les entreprises. Il souligne que ces discussions permettent d'attirer des investisseurs privés, tout en favorisant des collaborations entre entreprises capables d'augmenter leur chiffre d'affaires, ce qui impactera positivement l'économie nationale.

#### STIMULER LA PRODUCTION LOCALE POUR FREINER L'INFLATION

L'inflation, principalement alimentée par la dépendance aux importations, est un autre défi majeur. Joseph Kono Manga insiste sur l'importance de la production locale pour contrer cette tendance. « Quand nous importons des marchandises, elles peuvent être sujettes à des variations à l'international. Il y a aujourd'hui une production nationale qu'il faut encourager, c'est pour ça que le président de la République parle d'import-substitution », ajoute-t-il. Outre l'inflation, la fiscalité a également été au cœur des débats.

L'expert propose des réformes simples mais cruciales, notamment l'élargissement de la base fiscale pour inclure les Petites et moyennes entreprises (Pme) et les Très petites entreprises (Tpe), une simplification des procédures fiscales et la mise en place d'une pause fiscale pour éviter des charges disproportionnées sur certaines entreprises.

« La fiscalité permet d'avoir les recettes publiques. Il faut élargir la base fiscale pour que chaque contribuable camerounais puisse participer », rappelle-t-il. À travers ces rencontres, le Cameroun cherche à se repositionner comme une terre d'opportunités pour les investisseurs et à poser les bases d'une économie durable, reposant sur des réformes structurelles et la mobilisation du secteur privé.

Christian Trésor Adong

## INDUSTRIE ET ENERGIE

### La centrale à gaz de Kribi reprend du service après cinq mois d'arrêt pour des impayés de 137 milliards Fcfa

Depuis le 21 février 2025, les groupes de la centrale électrique à gaz de Kribi, dans la région du Sud du Cameroun, ont été remis en marche. Ils avaient été mis en arrêt depuis le mois de septembre 2024, en raison des impayés de 137 milliards de FCFA réclamés à Eneo, le distributeur exclusif de l'électricité au Cameroun, par Globeleq, producteur indépendant qui gère les centrales à gaz de Kribi (216 MW) et à fioul de Dibamba (88 MW).



KPDC reprend du service

En fonction des besoins permettant d'équilibrer l'offre et la demande dans le pays, la production de cette infrastructure énergétique d'une capacité de 216 MW est à nouveau injectée dans le Réseau interconnecté Sud (RIN), qui couvre sept régions sur les 10 que compte le pays. Ces informations ont été révélées le 26 février 2025 à Yaoundé, la capitale camerounaise, par le ministre de l'Eau et de l'Énergie.

Gaston Eloundou Essomba s'exprimait ainsi au sein du panel « Industrie et énergie », organisé à l'occasion des premières Rencontres économiques du Cameroun, initiative du Groupement des entreprises du Cameroun (Gecam), la principale organisation patronale du pays. « Depuis

vendredi dernier (21 février), nous sommes parvenus à un accord avec Globeleq, et la centrale de Kribi a été remise en service », a déclaré le membre du gouvernement. Le ministre Eloundou Essomba n'a pas détaillé l'accord conclut entre l'État et Globeleq.

Mais, de sources proches du dossier, l'on a pu apprendre que ces derniers jours,

le Trésor public camerounais a procédé à la mobilisation de financements sur le marché des titres publics de la BEAC, pour apurer partiellement la dette réclamée à Eneo par Globeleq. Selon le mécanisme convenu par les parties depuis plusieurs années, l'État reprend généralement à son compte les factures d'électricité non payées par les Collectivités territoriales décentralisées (CTD) et les entreprises publiques comme la Compagnie camerounaise de l'aluminium (Alucam). Eneo estime à plus de 100 milliards de FCFA les impayés de l'État et ses démembrements. Une partie de ces impayés est souvent versée à Eneo par le Trésor public, avec obligation pour cette entreprise contrôlée par le fonds d'investissement britannique Actis, d'apurer à son tour ses

impayés auprès de fournisseurs comme Globeleq.

La remise en service de la centrale en gaz de Kribi, a annoncé le ministre Eloundou Essomba, devrait au moins atténuer les délestages observés dans le pays depuis plusieurs semaines. Avec des impacts négatifs sur les ménages et les activités économiques. En effet, depuis décembre 2024, et malgré la montée en puissance de la production du barrage de Nachtigal (420 MW), qui débite déjà 360 MW, le pays croule sous un déficit de production d'électricité atteignant parfois 100 MW par jour, selon les acteurs du secteur de l'électricité.

Cette conjoncture, apprend-on, est consécutive aux effets combinés de l'arrêt de la centrale à gaz de Kribi, de l'étiage et des changements climatiques qui ont provoqué une baisse parfois drastique de la production des centrales de Songloulou (384 MW), Edéa (276 MW) et Memvé'élé (211 MW). S'agissant de la centrale de Memvé'élé notamment, le ministre de l'Eau et de l'Énergie révèle que l'absence d'eau sur le Ntem (fleuve sur lequel est construite l'infrastructure, NDLR) du fait de l'étiage, a d'ailleurs conduit à l'arrêt pur et simple de cette centrale à certaines périodes

Rémy Ngassana

## LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

### La Douane se mobilise contre les pratiques malsaines

À travers une campagne de sensibilisation lancée il y a quelques jours, une équipe de cette administration sillonne le pays pour promouvoir les bonnes pratiques, l'éthique et la déontologie professionnelle.



Promouvoir les bonnes pratiques

La Direction générale des Douanes (DGD) veut se débarrasser des clichés généralement collés par l'opinion, à savoir une administration corrompue et très souvent citée dans les rapports comme l'un des plus grands secteurs corrompus. A cet effet, une campagne de sensibilisation a été lancée cette semaine dans les dix secteurs des douanes du pays pour promouvoir les bonnes pratiques, l'éthique et la déontologie professionnelle.

La première étape de cette opération s'est déroulée du 24 au 26 février 2025 dans le secteur des douanes de l'Extrême-nord. L'équipe conduite par le président du comité de lutte contre la corruption à la DGD, NKengfua, a effectué une visite

inopinée au Poste de contrôle mixte de Mora Massif. « Pendant une heure et 30 minutes, au bout d'un dialogue franc et sincère, les deux blocs ont partagé des vues sur la nécessité d'améliorer l'image de marque de l'administration des douanes au

Poste de Contrôle Mixte de Mora Massif », indique la note d'information de la cellule de communication de la DGD dont LFA a obtenu copie.

Au terme de ces échanges quelques recommandations ont été formulées par les opérationnels et l'Equipe de sensibilisation sur la lutte contre la corruption, notamment la vulgarisation de la Déclaration d'Arusha Révisée et du numéro vert de la DGD (8044), l'organisation des séances thématiques pratiques dans les unités, l'organisation de sessions de renforcement des capacités des Personnels des Douanes, la dotation annuelle en équipements et matériels, la tenue périodique des causeries professionnelles entre les anciens et les

nouveaux, l'amélioration de la qualité du service, le partage de l'information, la réaffirmation de l'honneur des Douanes, le respect de la discipline et de la déontologie professionnelle, ainsi que la promotion des bonnes pratiques et l'accompagnement des services opérationnels.

Selon la note d'information de la cellule de communication de la DGD, cette visite inopinée visait un triple objectif : rassurer les opérationnels sur le soutien constant de la hiérarchie face aux menaces sécuritaires et commerciales. Localisé dans la « Zone Rouge » ou Zone à risque ; promouvoir les bonnes pratiques, la discipline, le professionnalisme, l'éthique et la déontologie professionnelle.

Les douaniers qui assurent le contrôle à la détention et à la circulation des marchandises, doivent être exemplaires ainsi que recueillir les doléances des collaborateurs sur le terrain, pour un travail plus dynamique, assorti de meilleurs résultats qualitatifs et quantitatifs. La prochaine étape conduira l'équipe de la campagne de sensibilisation de lutte contre la corruption du 27 au 28 février dans le secteur des douanes de la région du Nord.

Bouba Yankréo

# Les financements structurés, un outil au service du développement des infrastructures en zone CEMAC du Cameroun

Dans un contexte marqué par des défis budgétaires et une raréfaction des ressources financières, le Cameroun organise un séminaire de haute finance du 26 au 28 février 2025 à Douala. Parrainé par le Ministère des Finances et organisé en partenariat avec le cabinet G&M Finance, cet événement réunira des experts internationaux afin d'explorer les opportunités offertes par les financements structurés pour le développement des infrastructures en zone CEMAC.



Le Cameroun en quête de financements structurés

Face aux défis économiques et financiers croissants dans la zone CEMAC, le Ministère des Finances du Cameroun parraine un séminaire de haute finance qui se tiendra à Douala, à l'Hôtel Krystal Palace, les 26, 27 et 28 février 2025 sur le thème : « Maîtriser les financements structurés pour le développement des infrastructures dans les pays de la CEMAC : Cas du Cameroun ». Organisé en partenariat avec le cabinet G&M Finance, ce séminaire réunira des experts de renommée internationale.

## UN CONTEXTE ÉCONOMIQUE DÉLICAT

Le Fonds Monétaire International (FMI) estime que le solde budgétaire de la CEMAC, déjà déficitaire de 0,3% du PIB en 2023, atteindra 0,9% en 2025. Cette situation s'explique principalement par la baisse des recettes pétrolières, ce qui porte le ratio dette publique/PIB de la zone à 57,2% en 2024, soit 151 milliards d'euros. Certains États, comme le Congo et le Gabon, se trouvent particulièrement vulnérables.

Cette conjoncture a conduit les Chefs d'État de la CEMAC à tenir une réunion d'urgence à Yaoundé en décembre 2024. L'objectif était d'examiner les risques que le poids du service de la dette fait peser sur les Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des infrastructures.

Malgré une dette jugée élevée, l'Afrique ne représente que 0,5% de la dette mondiale. Parallèlement, les Investissements Directs Étrangers (IDE) sur le continent sont en baisse continue depuis cinq ans, selon le rapport 2023 de la CNUCED. Pour financer son développement, l'Afrique doit donc explorer des mécanismes

de financement innovants et renforcer l'attractivité de ses marchés financiers.

## LE CAMEROUN EN QUÊTE DE FINANCEMENTS STRUCTURÉS

Dans ce contexte difficile, le Cameroun, locomotive économique de la CEMAC, maintient un endettement maîtrisé, inférieur au seuil communautaire de 70%. Toutefois, pour atteindre les objectifs de sa Stratégie Nationale de Développement 2030 (SND30), le pays devra mobiliser des financements importants dès 2025, une année clé.

Le budget de l'État pour 2025 prévoit un recours à l'endettement de 1 795 milliards FCFA, dont 70,8% à travers des prêts projets et 29,2% sous forme d'appuis budgétaires. Sur la période 2025-2027, le besoin d'endettement du Cameroun est estimé à 5 407 milliards FCFA.

Dans un contexte où les ressources se font rares et où l'accès aux marchés financiers traditionnels demeure limité, le Cameroun et les autres pays de la CEMAC doivent impérativement diversifier leurs sources de financement. Les financements structurés offrent une flexibilité accrue, permettant d'obtenir des ressources financières à long terme adaptées aux projets d'infrastructures et au développement économique

## UN SÉMINAIRE DE HAUTE FINANCE POUR DES SOLUTIONS CONCRÈTES

Le séminaire de Douala a pour ambition de fournir aux cadres financiers seniors du secteur public et privé les outils nécessaires pour comprendre et maîtriser ces mécanismes complexes.

Les thématiques abordées incluront plusieurs sujets clés. La transformation et l'efficacité des organisations financières seront au cœur des discussions. Le financement des

projets à long terme, notamment dans les secteurs de l'énergie, des infrastructures et des ressources naturelles, fera également l'objet d'une attention particulière. L'acquisition d'équipements et d'entreprises via des mécanismes comme le LBO sera également explorée. La titrisation et la notation financière seront présentées comme des outils de gestion des risques et d'optimisation des ressources. Enfin, les produits dérivés, notamment les contrats à terme, les options et les swaps, seront expliqués afin d'évaluer leur pertinence dans un contexte de diversification financière.

Durant trois jours, des experts financiers internationaux animeront des ateliers et des échanges pratiques. L'objectif est de permettre aux participants de développer une compréhension approfondie des instruments financiers complexes. Ceux-ci concernent aussi bien le financement de projets à grande échelle que les levées de fonds sur les marchés internationaux ou encore l'utilisation d'actifs en garantie.

## DES EXPERTS INTERNATIONAUX DE RENOM

Les interventions seront assurées par des spécialistes de la finance ayant exercé au sein de banques et d'institutions financières de premier plan, telles que la Banque Africaine de Développement, la Banque Mondiale, l'Union Européenne et la Banque Atlantique. Des experts issus de cabinets de conseil de référence, comme PWC, Ernst & Young et Moody's, prendront également part aux échanges.

Parmi les principaux intervenants, Hubert Otele Essomba, expert financier et spécialiste des levées de fonds sur les marchés internationaux, partagera son expertise. Catherine Gerst, spécialiste de la titrisation et de la notation financière,

interviendra sur ces aspects techniques. Samuel Kotto Ndoumbe, expert financier et administrateur de banque, apportera des éclairages stratégiques. Patrick Provenzano, spécialiste de la transformation et de l'efficacité des organisations financières, analysera les meilleures pratiques en matière de gestion financière.

## UN PROGRAMME RICHE ET INTENSIF

Le séminaire s'ouvrira le 26 février 2025 par une cérémonie officielle présidée par le Ministre des Finances. Cette session inaugurale sera suivie d'une présentation des techniques de financement actuelles du Cameroun, animée par le Directeur de la Trésorerie du Ministère des Finances.

Les interventions s'enchaîneront ensuite avec des conférences ciblées. Patrick Provenzano abordera la transformation et l'efficacité des organisations financières. Samuel Kotto Ndoumbe expliquera les différentes méthodes de financement des projets à long terme. Catherine Gerst décryptera les mécanismes de titrisation et de notation financière. Hubert Otele Essomba traitera des financements d'acquisition d'équipements et d'entreprises (LBO) ainsi que des produits dérivés.

Une évaluation finale sera réalisée afin d'attester de la capacité des participants à mettre en œuvre des financements structurés adaptés aux besoins du Cameroun et de la CEMAC.

## G&M FINANCE, UN ACTEUR CLÉ DE LA HAUTE FINANCE EN AFRIQUE

Ce séminaire est organisé par le cabinet G&M Finance, qui accompagne les gouvernements et les entreprises africaines dans la gestion des enjeux financiers complexes. Il met un accent particulier sur la finance durable et la gouvernance financière.

Les domaines d'intervention de G&M Finance incluent plusieurs axes stratégiques. L'ingénierie financière est au cœur de son expertise. Le cabinet propose également du conseil en structuration de financements et une assistance en investigations financières. Enfin, il offre des formations de haut niveau destinées aux professionnels du secteur financier.

## UNE OPPORTUNITÉ UNIQUE POUR LES ACTEURS ÉCONOMIQUES

Ce séminaire constitue une opportunité unique pour les cadres financiers, les banquiers et les gestionnaires de fonds. Il leur permettra de renforcer leurs compétences et d'accéder à des solutions financières innovantes, adaptées au contexte économique et financier de la CEMAC.

## COMMUNIQUE DE PRESSE

Yaoundé, le 08 janvier 2025

### **Emission obligataire par appel public à l'épargne d'ACEP Cameroun intitulée « ACEP CAMEROUN 7% BRUT 2024-2027 »**

A l'effet de disposer des ressources nécessaires à l'accompagnement de la croissance de l'établissement et partant, de pouvoir répondre aux besoins de financement inhérents aux objectifs de son plan stratégique 2025-2027, ACEP CAMEROUN, établissement de microfinance de deuxième catégorie, constituée sous forme de société anonyme, a décidé d'accélérer la diversification de ses sources de financement, notamment en faisant appel au marché financier de l'Afrique centrale.

De fait, l'Etablissement a reçu l'autorisation de ses instances de gouvernance pour mobiliser francs CFA 5 000 000 000 (Cinq milliards) par émission d'un emprunt obligataire par appel public à l'épargne afin d'accroître son appui financier aux micros, petites et moyennes entreprises et ce faisant, de soutenir des projets de développement et autres initiatives locales.

Pour structurer l'émission obligataire dont le résultat est porté à la connaissance de la communauté des investisseurs et plus généralement du grand public dans les lignes qui suivent, ACEP a mandaté UPLINE SECURITIES CENTRAL AFRICA (USCA), société de bourse dûment agréée par la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (COSUMAF).

Afin de garantir le succès de cette levée de fonds, USCA a collaboré avec Société Générale Capital Securities Central Africa (SG Capital CEMAC), qui a joué le rôle de Co-Arrangeur de l'Opération.

La période de souscription de l'emprunt s'est étendue du 30 décembre 2024 au 30 janvier 2025 à travers le réseau des agents placeurs constitué des sociétés de bourse listés infra :

#### ✓ **Syndicat de placement**

- ATTIJARI SECURITIES CENTRAL AFRICA (ASCA)
- SG CAPITAL SECURITIES CENTRAL AFRICA
- UPLINE SECURITIES CENTRAL AFRICA (USCA)

#### ✓ **Résultats de l'opération**

L'opération « ACEP CAMEROUN 7,00% BRUT 2024-2027 » s'est clôturée avec succès par la levée d'un montant global de FCFA 5 158 300 000 (Cinq milliards cent cinquante-huit millions trois cent mille), correspondant à 44 souscriptions.

L'émission a été souscrite à hauteur de 103,16%, soit un taux de sursouscription de 3,16% en considération du montant initialement sollicité de FCFA 5 000 000 000 (Cinq milliards).

En Application des directives de ses instances et suivant ses objectifs de financement de son activité d'octroi de crédit pour l'exercice 2025, ACEP CAMEROUN a renoncé à absorber les sommes sursouscrites.



banque  
atlantique  
Cameroun

atlantic group



**becomes**



**...And everything becomes possible**